



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique économique

Question au Gouvernement n° 2968

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Dominique Potier.

M. Dominique Potier. Vous connaissez tous le tableau de Francisco de Goya intitulé *La Rixe* : deux lutteurs armés de bâtons dans des sables mouvants – à chaque coup, ils s'enfoncent.

La pandémie a pour ainsi dire uni dans nos consciences les horizons de la fin du mois et de la fin du monde, et nous avons pour responsabilité de tracer une trajectoire périlleuse, celle du zéro chômage et du zéro carbone. Or à cet instant, le risque est grand que chacun joue 2022 au plus habile. Une montée de la pauvreté et de l'insécurité sociale signifierait pourtant, pour reprendre les mots du Premier ministre, un possible écroulement démocratique lors de l'élection présidentielle.

Jouer au plus habile, c'est parfois reprendre les mots des autres pour les neutraliser. Sur le nouveau monde ou la fin du capitalisme, nous ne vous avons jamais connu aussi révolutionnaires. Vous employez des mots nouveaux, souvent empruntés à la gauche, mais qui peinent à être traduits en actes et qui nous laissent dubitatifs en raison du refus des réformes structurelles et des changements que nous avons suggérés ces derniers mois et années.

Vous empruntez à gauche, mais aussi, parfois, à droite,...

M. Aurélien Pradié. Quand on emprunte à droite, c'est plus cher... (*Sourires sur les bancs du groupe LR.*)

M. Éric Straumann. Ça vous trouble ?

M. Dominique Potier. ...lorsqu'il s'agit des finances ou du budget. Le ministre Gérald Darmanin a ainsi refusé clairement toute réforme fiscale qui viserait à éponger, dans la décennie à venir, la dette contractée par la France pour sauver son économie et sa société. Au moment où nous aurions dû, au contraire, envisager l'abolition des privilèges fiscaux, cela nous laisse profondément marris.

Les socialistes ont formulé au moins cinq propositions, allant de la lutte contre l'optimisation fiscale sur le modèle de Gabriel Zucman, à la lutte contre les écarts indécents de revenus et à la réparation des erreurs du début de mandat. Ces propositions visent à sauver l'économie réelle et, dans l'esprit de Franklin Roosevelt, à « maintenir les balances de la justice égales pour tous ».

Nous avons moins besoin de Nicolas Machiavel que de Franklin Roosevelt...

M. François Cormier-Bouligeon. Machiavel, c'est bien aussi !

M. Dominique Potier. Êtes-vous prêts à un dialogue social, écologique et économique sincère pour engager cette trajectoire dans le respect de la justice ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

M. le président. Ni à Nicolas Machiavel ni à Franklin Roosevelt, la parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Je vous remercie, monsieur le député Potier, pour ces références intellectuelles à de grands hommes qui ont apporté leur pierre à l'édifice. Franklin Roosevelt nous avait ouvert le chemin en prévoyant des plans de relance très importants à la suite de la crise de 1929 ; cette source d'inspiration peut nous guider.

Rappelons tout ce que le Gouvernement a fait au cours des dernières semaines, non pas pour prononcer des paroles fortes ou écrire des tribunes qui le seraient encore plus mais pour agir et sauver des entreprises et les millions d'emplois qu'elles représentent, et faire en sorte que cette crise sanitaire ne se mue pas en crise sociale majeure.

De quoi parle-t-on ? D'un plan de 110 milliards d'euros exclusivement dédiés à sauver le lien entre le salarié et son entreprise : c'est le dispositif d'activité partielle que Muriel Pénicaud a très rapidement instauré et grâce auquel dans le secteur privé, près d'un salarié sur deux doit aujourd'hui son salaire à l'État. Ce plan vise également à sauver la trésorerie des entreprises ; c'est du concret...

M. Dominique Potier. Nous l'avons voté !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État. Oui, et je vous en remercie. Ce plan vise enfin à sauver les indépendants : le fonds de solidarité permet à des centaines de milliers d'entreprises de survivre et de passer le cap.

Après ce plan de sauvetage viennent des plans de soutien. Nous travaillons sur celui consacré à l'automobile – je sais, monsieur le député, que vous êtes attaché à cette industrie. Nous travaillons aussi à celui dédié à l'aéronautique, car quel est l'avenir de cette industrie au moment où l'aviation commerciale est dans une situation de quasi-arrêt ? Des plans seront aussi consacrés au tourisme ; une fois encore, c'est du concret et cela représente des emplois sur l'ensemble des territoires.

Nous allons donc au delà des paroles : nous accomplissons des actes de solidarité ! (*Applaudissements sur certains bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Potier](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (5^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2968

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 mai 2020](#)